

Heures sup défiscalisées : encore moins de chances d'être embauché pour les parias de Macron ?

écrit par Maxime | 7 février 2019



Les « gilets jaunes » dans l'ensemble ne paraissent pas très soucieux des difficultés d'emploi que rencontrent de nombreux Français, peu qualifiés ou victimes de discrimination patronale en raison de leur parcours parfois compliqué ou de leur manque d'expérience.

Nombreux sont parmi les gilets jaunes les petits patrons, indépendants ou salariés qui n'en ont pas grand chose à faire.

Heureusement, les gilets jaunes n'ont pas le monopole de la contestation de Macron.

Les gilets jaunes ne paraissent pas mus par un idéal politique mais davantage par la considération de leur situation personnelle. Il n'est pas certain que ce soit vraiment un mouvement social visant à l'amélioration de la situation de l'ensemble du peuple...

D'ailleurs, les figures marquantes de ce mouvement n'ont pas l'envergure de nos grands révolutionnaires, Desmoulin, Danton, Robespierre, etc.

Robespierre, Marat ou Danton.

On sait bien que la droite s'obstine à nous convaincre du fait que le travail n'est pas un gâteau à partager et à vilipender les « 35 heures », pourtant une bonne idée, si elle en eut une, de Martine Aubry.

Loin de partager cette conviction, en effet, on peut penser que les effets de cette réforme ont été positifs. Les petites entreprises pouvaient s'émanciper aisément de cette contrainte en recourant à des formes sociales simples afin de s'associer avec leurs quelques salariés pour mieux partager le risque de l'entreprise et la charge de travail. Il demeurait donc possible de travailler plus de 35 heures par semaine mais à condition de sortir du droit du travail pour entrer dans une forme sociale, ce qui n'est pas difficile à réaliser quand le capital de l'entreprise est restreint (par hypothèse).

Quant aux moyennes et grandes entreprises, disposant de services plus organisés, elles pouvaient s'adapter en créant de nouveaux postes éventuellement en baissant encore davantage la durée du travail (30 heures par semaine par exemple) tout en maintenant les mêmes niveaux de rémunération.

Cette réforme aurait ainsi pu permettre d'augmenter tous les salaires, et pas seulement le SMIC revalorisé annuellement de façon obligatoire et revaloriser ainsi le travail, à condition d'y mettre de la bonne volonté.

S'il marche dans les pas des communistes et « socialistes » pour les mesures sociétales, l'islam et l'immigration, Macron en revanche suit la politique de Sarkozy en réduisant les cotisations salariales sur les heures supplémentaires.

Ces incitations à « travailler plus pour gagner plus » et surtout payer moins d'impôt font de Macron un Sarkozy II donc un homme de droite en matière de droit du travail.

Ce faisant, il renforce le clivage entre une France d'exclus

de l'emploi, de retraités, de salariés ne se voyant pas offrir l'opportunité de faire des heures supplémentaires d'une part et d'autre part, une France de patrons refusant de prendre le risque d'un recrutement, d'offrir l'opportunité à des actifs en difficulté d'améliorer leur expérience, de parier sur de la main-d'oeuvre non pistonnée aussi et leurs inféodés, salariés trop heureux de profiter d'une économie d'impôt.

En effet, les premiers financeront, de facto, l'économie d'impôt réalisée par ceux qui seront moins mis à contribution sur les heures supplémentaires...

Diviser pour mieux régner au lieu de partager, tel est le choix de Macron concrétisé dans un décret du 24 janvier.

Ce décret intervient un mois après la loi du 24 décembre 2018 dite « gilets jaunes », censée apporter une réponse aux revendications des gilets jaunes.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038052425&dateTexte=20190206>

Ces textes vont renforcer le clivage entre une France d'exclus plutôt acquise à Marine le Pen et une France d'inclus, Macron espérant ainsi consolider sa base d'électorat anti-le Pen.

Les gilets jaunes qui ne protestent ni contre les difficultés d'emploi des nationaux même de bonne volonté, ni contre l'islamisation, ni contre l'immigration, sont-ils vraiment des patriotes français ?

Qu'il soit permis d'en douter et de ne pas apporter un soutien aveugle aux gilets jaunes...

Note de Christine Tassin

Je me permettrai de faire remarquer à l'ami Maxime que son avis n'est pas celui de Résistance républicaine sur deux

points de son article.

D'abord « le soutien aveugle aux gilets jaunes ». Nous soutenons par principe le mouvement, mais nous savons faire la part des choses, nous avons dénoncé (et continuerons) les opportunistes et récupérateurs, Drouet, Ramous, Levavasseur, CGT, Mélenchon...

Ensuite, la défiscalisation des heures supplémentaires est un petit souffle pour les millions de Français moyens qui sont pressurisés par l'impôt, qui ont des enfants et ont moins d'allocations familiales que les autres, qui payent plein pot la cantine pour leurs enfants, payant pour les autres là aussi, et qui, malgré 2 salaires, ne peuvent pas partir en vacances ni se permettre d'aller trop souvent au restaurant et au cinéma. La défiscalisation des heures supplémentaires peut aider, ça ne veut pas dire que ces Français prennent le travail des autres pour autant. Les heures étaient fiscalisées mais ils acceptaient déjà ces heures ponctuelles parce qu'ils en avaient besoin tout simplement. Ne jouons pas aux gauchistes...